Filière canne

L'évolution de la filière canne de 1815 à 1996 permet de mieux comprendre la crise actuelle...

Editorial

par Jean Coudray
Professeur de Géologie à l'Université de la Réunion, Doyen de la Faculté des Sciences

Le magazine CIRAD Réunion, né en décembre 1995, en est aujourd'hui à son quatrième numéro. C'est dire que le pari d'une fréquence bimestrielle a été tenu, de même que l'objectif annoncé par son promoteur d'assurer un lien direct et régulier entre le CIRAD et ses nombreux partenaires.

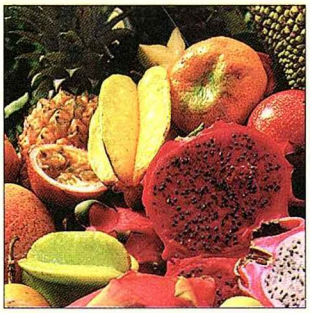
L'Université de La Réunion, et notamment sa faculté des sciences, qui est au nombre de ces partenaires, se réjouit de disposer désormais de cet outil de communication simple, efficace, joliment illustré, qui offre à l'ensemble de ses enseignants-chercheurs, quel que soit leur domaine de compétence, une vision claire et rapide des programmes de recherche en cours et des avancées scientifiques et techniques au service du développement agricole.

Si en effet quelques une de nos filières de formation (Deust agroalimentaire, Deug technologique, maîtrise de sciences et techniques...) ont bénéficié ou bénéficient encore de l'enseignement théorique et pratique des ingénieurs du CIRAD, si quelques uns de nos laboratoires de recherches (pathologie des invertébrés, biologie et physiologie végétales, chimie organique, agrochimie, génie industriel, sciences de la terre...) collaborent avec ceux du CIRAD dans des domaines aussi variés que l'érosion, l'hydrologie, la chimie des sols, les plantes aromatiques, l'agrochimie, les maladies des végétaux, l'instrumentation scientifique..., il est hors de doute que ce nouveau périodique suscitera des idées nouvelles et incitera à de nouvelles et fructueuses collaborations, au bénéfice de nos deux organismes, de La Réunion, de l'enseignement et de la recherche.

❶..... **Filière canne**
Une histoire riche d'enseignements pour l'avenir
Pages 2 et 3

❷..... **Activités**
Lutte contre les viroses du maïs, Les fruits de la Réunion, la Tristeza des agrumes, les maladies de la canne, Pages 4 à 7

❸..... **Portrait**
L'équipe du laboratoire de phytopathologie, Page 8



magazine
CIRAD
RÉUNION
juillet 1996, **n°4**

1815-1996

Quelques enseignements de l'histoire sucrière de la Réunion, pour comprendre la crise actuelle

Pendant une longue période, l'histoire de la Réunion s'est confondue avec celle du sucre. Des événements nationaux et internationaux ont généré des crises au sein de la filière canne à sucre. Elles ont été surmontées au prix de changements profonds des systèmes de production.

Néanmoins, entre chaque crise, il est possible de repérer des périodes relativement stables. Elles se caractérisent par des normes sociales de production emblématiques : l'habitation, l'établissement, la société anonyme et l'exploitation familiale. À chacune de ces périodes correspond également un mode de coordination dans la filière.

Le temps de l'habitation

En 1815, la Réunion exporte pour la première fois son sucre vers la Métropole. Ce produit supplante rapidement le café introduit par la Compagnie des Indes. Les plantations de café souffrent de maladies et sont régulièrement détruites par les cyclones. La concurrence des cafés d'Amérique est de plus en plus vive.

Ce sont les guerres napoléoniennes qui ont bouleversé la carte mondiale de la production sucrière. La France perd ses principales " Iles à sucre" à savoir l'île de France (aujourd'hui Maurice) et Saint-Domingue.

La Réunion saisit cette opportunité ; sa production passe de 21 tonnes en 1815 à 74 000 tonnes en 1860. Au-delà de son importance économique, la Réunion constitue également pour la France un enjeu géopolitique. Elle est en effet la seule terre française de l'océan Indien.

Au cours de la première moitié du XIXème siècle, le marché du sucre est très porteur. Le sucre devient un produit de consommation courante, alors qu'il était auparavant un produit de luxe.

Par ailleurs, le sucre de betterave n'est pas compétitif par rapport au sucre de canne. Enfin, le sucre des colonies françaises est exonéré de la taxe qui frappe les sucres étrangers.

L'essentiel de la production sucrière est alors assuré par les habitations. Elles ont une superficie moyenne d'environ 100 à 200 ha. Elles sont découpées "du battant des lames au sommet des montagnes". Leur fonctionnement est fondé sur l'exploitation d'une main d'œuvre à bas prix composée d'esclaves. Cependant, à partir de 1817 la traite des esclaves est interdite; progressivement les engagés remplacent les esclaves sur les plantations. L'abolition de l'esclavage en 1848 ne provoque donc pas de chute importante de la production contrairement à ce qui est observé aux Antilles.

Pendant la première moitié du XIXème siècle les habitations ont un système de production diversifié. En dehors de la canne, les colons, propriétaires des habitations, produisent des cultures vivrières telles que le manioc, le maïs et le riz. L'habitation comporte également des productions fourragères pour alimenter le bétail et des zones boisées pour le fonctionnement des sucreries. Ainsi, le système de production valorise tout l'espace.

L'extension des surfaces en canne entraîne une augmentation des superficies cultivées. Sur l'habitation, on assiste déjà à une forte spécialisation du travail. On distingue les esclaves de pioche, les charretiers, les chaudronniers...

La transformation du sucre nécessite des qualifications de plus en plus précises.

Les années 1850 sont les années fastes de l'histoire de la Réunion, on construit notamment de prestigieux édifices publics. On entreprend également l'aménagement des Hauts. Les propriétaires sucriers sont les représentants politiques des colons de la Réunion. Par exemple, Charles Desbassyns, qui construit au Chaudron la première usine sucrière, sera Président de la Chambre d'Agriculture en 1854 et Président du Conseil Général en 1856. Il dispose d'alliés puissants en France et dans la zone d'influence de l'Angleterre.

A partir de 1861, la filière canne à sucre entre dans une crise très profonde. L'Angleterre impose sa politique aux autres nations. La France doit libéraliser son commerce extérieur en réduisant les mesures protectionnistes. Par ailleurs, la production de sucre de betterave s'est sensiblement améliorée, ce produit devient compétitif par rapport au sucre de canne. Le prix du sucre diminue. Enfin, le sucre produit de manière artisanale dans les habitations est délaissé par les acheteurs qui préfèrent le sucre issu des usines.

De nombreux propriétaires sucriers endettés ne sont plus en mesure de rembourser.

La production passe alors de 74 000 tonnes en 1860 à 20 000 tonnes en 1881. Dans le même temps, les usines ferment. On passe ainsi de 102 unités en 1860 à 45 en 1889.

Le temps des établissements

A la fin du XIXème siècle, le prix du sucre est encore très bas. Les pays producteurs se réunissent à Bruxelles et s'accordent pour baisser les subventions aux exportations dans l'espoir de voir le prix mondial augmenter. La Réunion a perdu son importance économique et géopolitique. La France s'intéresse désormais davantage à Madagascar. Les élites quittent l'île. Dans ce contexte économique et politique défavorable, les structures de production changent.

L'établissement domine le paysage agricole. Les propriétaires d'usines sont les propriétaires fonciers. En 1910, la famille Kervéguen et le Crédit Foncier Colonial cultivent la moitié des terres agricoles de l'île. Le système de production est celui de la plantation. La spécialisation est extrême, la canne est produite en monoculture, l'île est dépendante de l'extérieur pour couvrir ses besoins alimentaires.

L'organisation du travail est fortement hiérarchisée depuis le directeur d'usine jusqu'au journalier agricole en passant par le directeur agricole, le commandeur, le colon, le journalier permanent...

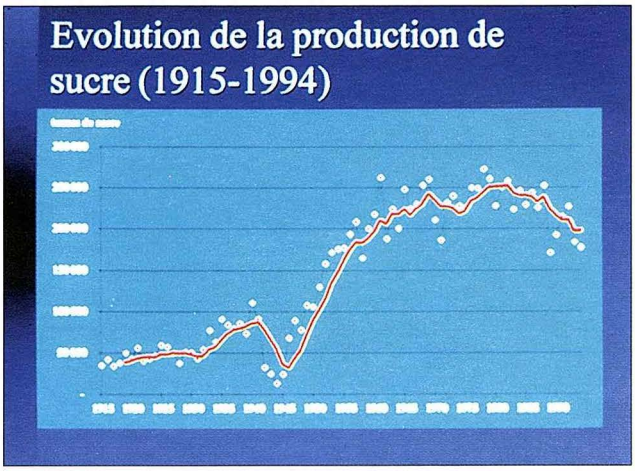
La culture de la canne est extensive; les rendements sont médiocres, de l'ordre d'une tonne de sucre par hectare contre trois tonnes à Maurice.

L'établissement n'est viable que grâce à sa très grande taille et au faible coût de la main d'œuvre. Pour maintenir le prix du travail très bas les propriétaires fonciers ont régulièrement recours à une main-d'œuvre immigrée.

Le temps des sociétés anonymes

La Première Guerre mondiale modifie le marché du sucre. Les zones européennes de production de la betterave sont sinistrées. Les pays producteurs de sucre se rencontrent régulièrement pour tenter d'assainir le marché mondial. Des quotas à l'exportation sont fixés au plan international. A partir de 1931, la France organise également son marché intérieur et la Réunion dispose d'un quota de production à un prix stable.

Cette période marque le début d'une modernisation des structures de production. Les immenses domaines sont vendus et le capital industriel se diversifie. C'est le temps des ingénieurs qui vont placer la Réunion à la pointe des progrès technologiques pour les sucreries de canne. Dans le secteur agricole, la station expérimentale de la Bretagne est créée en 1929 pour lutter contre les maladies et sélectionner des variétés productives. Les rendements ne cessent de croître : 2 tonnes de sucre par hectare dans les années 1930, 5 tonnes dans les années 1950, 7 tonnes dans les années 1960. Le travail devient de plus en plus qualifié, on a recours au salariat pour les travaux à l'usine et aux champs.



L'usine a un rôle prédominant, elle assure une grande partie de la production cannière en faire-valoir direct. Elle fournit le crédit aux planteurs, elle finance la création de variétés nouvelles, elle approvisionne la filière en engrais, elle gère les travaux de replantation...

Toutefois, la part relative des planteurs augmente progressivement, cette évolution conduit logiquement à la mise en place du paiement à la richesse en 1954.

Dans les années 1960, le coût du travail augmente très rapidement. Certaines grandes propriétés se trouvent alors en difficulté.

Les propriétaires cherchent à réduire les temps de travaux, les soins apportés aux cultures s'en ressentent. Cette conduite extensive se traduit par une chute de production de 250 000 tonnes de sucre en 1968 à 227 000 tonnes en 1974. Par ailleurs des conflits se font jour dans l'interprofession, il devient très difficile de trouver un partage acceptable entre planteurs et industriels. Le prix du sucre est désormais fixé à Bruxelles dans le cadre de la conférence annuelle des Ministres européens de l'agriculture.

Le temps des exploitations familiales

La crise est surmontée grâce à plusieurs changements concomitants. Tout d'abord, l'Etat français intervient dans la négociation paritaire sur le prix de la canne. Il accorde une aide au prix en dérogeant aux règles de l'organisation commune de marché pour le sucre. Un plan de modernisation de l'économie sucrière est mis en place. Il permet de relancer les plantations de canne et de moderniser les structures de production.

Enfin, les systèmes de production dominants changent une nouvelle fois. Les grands domaines sont vendus par les propriétaires fonciers puis par les sociétés industrielles. Ils sont restructurés puis rétrocédés aux ouvriers agricoles et aux colons. La Réforme foncière commencée dans les années 1960 se termine dans les années 1990. Elle assure une transition sans rupture entre le travail agricole salarié et le travail agricole familial rémunéré sur les produits.

De nouveaux progrès sont faits. Les vieux domaines à l'abandon sont épierrés et replantés. Les nouveaux attributaires intensifient leur travail, acquièrent du matériel agricole pour la récolte et le travail du sol. Ils développent l'irrigation. Cette modernisation leur permet de diversifier leur production et d'augmenter les rendements en canne. La Réunion atteint son record de production en 1978 avec 272 000 tonnes de sucre.

Quelles perspectives pour demain ?

L'histoire semble s'accélérer.

Les solutions d'hier sont aujourd'hui remises en question. L'environnement économique de la filière canne à sucre a profondément changé. La canne à sucre ne représente plus qu'un quart du chiffre d'affaires agricole. Les industriels ont investi dans de nouveaux secteurs économiques. Les objectifs de la filière ne se mesurent plus seulement en tonnes de sucre. Les nouveaux enjeux sont l'emploi, l'aménagement du territoire, l'énergie, l'environnement.

Cependant, la canne à sucre représente encore plus de dix mille emplois directs, elle permet de conserver aux Hauts de l'île leur vocation agricole, elle couvre enfin une fraction importante des besoins énergétiques de l'île grâce aux usines mixtes bagasse-charbon. Enfin, la canne permet de lutter efficacement contre l'érosion des sols et nécessite très peu de produits de traitement.

Mais, le revenu agricole ne suit plus les charges. On enregistre depuis la fin des années 1980 des faillites d'exploitation. Le prix du foncier agricole est fortement influencé par l'inflation du foncier à bâtir. Dans ces conditions, on peut affirmer que les mesures qui permettront de sortir de la crise actuelle dépasseront le seul domaine agricole. Comme dans le passé, on assistera sans doute à une nouvelle mutation des systèmes de production. On en aperçoit aujourd'hui les prémices avec les groupements fonciers agricoles qui remplacent le mode de faire-valoir direct ou avec la pluriactivité qui complète le revenu agricole.

J.M. Chastel